

A la recherche des origines : réguler les tests génétiques en accès libre



Type de saisine : Autosaisine

Type de texte : Avis

Adopté le : 14/04/2026

Mandature : 2021-2026

Rapporteuses :



Catherine PAJARES Y SANCHEZ

conseillère



Martine VIGNAU

Ancienne conseillère

[Télécharger le texte](#)

[Télécharger la fiche de communication](#)

PRÉSENTATION

? L'avis en 3 points clés

Un recours massif aux tests ADN en France : 1,5 à 2 millions de Français ont déjà réalisé un test ADN généalogique pour connaître leurs origines, contournant ainsi une interdiction nationale pourtant punie par le Code Pénal de 3750 euros d'amende.

Une menace pour la protection des données génétiques : en s'adressant à un marché extra-européen opaque, les utilisateurs exportent leur patrimoine biologique hors de l'Union européenne, échappant ainsi aux garanties du RGPD.

Une dépénalisation encadrée : le CESE propose de dépénaliser les tests génétiques à visée généalogique et à construire un bouclier européen pour les données génétiques, tout en renforçant l'accompagnement psychologique des personnes face à un potentiel choc face aux résultats.

VOTES ET DÉCLARATIONS

Nombre total des votants : 135

Total des voix pour : 125

Total des voix contre : 0

Total des abstentions : 10

Groupe	Votes	Déclarations	Orateur
<u>Groupe Agir Autrement</u>	4		
<u>Groupe Agriculture, Mer et Ruralité</u>	10		
<u>Groupe Alternatives sociales et écologiques</u>	4		
<u>Groupe Artisanat et Professions Libérales</u>	2		
<u>Groupe des Associations</u>	10		
<u>Groupe CFDT</u>	12		
<u>Groupe CFE-CGC</u>	4		
<u>Groupe CFTC</u>	4		
<u>Groupe CGT-FO</u>	8		
<u>Groupe des entreprises de l'ESS et de la Coopération</u>	3		

Groupe Entreprises

20

Groupe Environnement et Nature

16

Groupe Familles

8

4

Groupe Organisations Étudiantes et Mouvements de Jeunesse

3

Groupe des Outre-mer

7

1

Groupe Santé, Citoyenneté et Solidarités

3

Groupe UNSA

3

Groupe CGT

9